

LES EVENEMENTS TRAGIQUES D'ALGERIE

ET LA POLITIQUE DU "P.T." ALGERIE

NE PAS CONFONDRE OCTOBRE 88 ET MAI-JUILLET 91

Une nouvelle fois l'Algérie vient d'être ensanglantée. Sans doute est-ce par centaines que se comptent les morts et par milliers, les blessés. Ils sont tombés sous les balles de la police, de la gendarmerie, des compagnies nationales de sécurité, de l'armée nationale populaire. Des milliers de manifestants sont encore emprisonnés. La grande majorité des victimes sont des jeunes. De ce fait on peut avoir tendance à faire un parallèle entre les événements de fin-mai début juillet 91 et ceux d'octobre 1988. Alors aussi il y avait eu des centaines de morts et des milliers de blessés, la plupart étaient des jeunes, tombés sous les balles des forces de répression. Pourtant la nature politique des événements de fin mai-juillet 1991 et celle de ceux d'octobre 1988 est profondément différente.

En octobre 1988 le prolétariat se mobilisait, les grèves déferlaient, la grève générale menaçait. La jeunesse était l'aile marchante d'un mouvement au centre duquel était la classe ouvrière, ce qui donnait à ce mouvement son caractère prolétarien. De la fin mai au début juillet 1991 la classe ouvrière était non seulement absente mais elle avait refusé de s'engager, à l'appel du FIS, dans la grève générale. Le mouvement était un mouvement initié et dirigé par le FIS sur ses propres objectifs : établir la République Islamique. La partie de la jeunesse qui a été la force vive du mouvement et a affronté au cours des manifestations l'ANP, a servi de masse de manœuvre au FIS. Le développement des événements le prouve irréfutablement.

LE FIS ET LA CLASSE OUVRIERE

La direction de l'UGTA, centrale "syndicale", dépendante du FLN et dans une large mesure de l'Etat, a été contrainte d'appeler à une grève générale les 12 et 13 mars 1991. C'est évidemment sous la pression de la classe ouvrière, utilisant autant qu'il lui était possible les structures de l'UGTA, et par peur d'être submergée que la direction de l'UGTA a lancé cet appel. Mais elle a limité la grève générale à 48 heures. Elle en a exclu tout mot d'ordre et revendication politiques, la confinant strictement à des revendications économiques (pour l'augmentation des salaires, les prix ayant augmenté de 25 % au cours des deux mois précédents, arrêt des licenciements). Néanmoins la grève générale aurait été suivie à 95 % si nous en croyons "IO" n° 1511 en date du 13 mars.

Le FIS et son "syndicat", le SIT (Syndicat Islamique du Travail) ont dénoncé la grève générale de 48 heures des 12 et 13 mars, cela en application de leur orientation face aux revendications, au combat de la classe ouvrière. Le numéro de novembre 1990 de "Tribune Ouvrière" organe du "Parti des travailleurs" d'Algérie n'écrivait-il pas :

« Si Abassi Madani a comparé les travailleurs en grève à l'OAS, le prêche officiel du vendredi 7 septembre diffusé à partir de la mosquée de Constantine était un véritable flot de haine à l'encontre des travailleurs qui revendiquent des droits et recourent à la grève. A coups de versets il a déclaré les luttes des travailleurs "Haram" car, a-t-il affirmé, elles sont au détriment des droits des autres. Il va de soi que l'Imam n'a pas jugé utile de désigner ces "autres". Il a promis l'enfer aux travailleurs s'ils ne cessent pas leur mouvement de revendications et les a appelés à travailler sans contre-partie, leur expliquant, qu'ils doivent tout donner à la société sans rien réclamer d'elle. »

UNE LOI ELECTORALE ANTI -DEMOCRATIQUE FAITE POUR BARRER LA VOIE DU POUVOIR AU FIS

Le 1er avril, l'Assemblée Populaire Nationale a adopté par 232 voix contre 9 et 24 abstentions, la nouvelle loi électorale qui institue un scrutin majoritaire uninominal à deux tours. Le 4 avril le président Chadli a annoncé que des élections législatives anticipées auraient lieu le 29 juin et le 18 juillet.

"Le Monde Diplomatique" de juillet 1991 présente ainsi la loi électorale :

« Ficelée avec minutie par les services du ministère de l'intérieur, votée par les députés du parti unique, (c'est) une loi électorale défavorisant les agglomérations urbaines, acquises au FIS, au profit des campagnes et des vastes superficies peu peuplées (elle) a été taillée sur mesure pour assurer la défaite des intégristes " ».

Misant sur un déclin certain de l'influence du FIS dans la population laborieuse, en raison de ses positions anti-ouvrières, et sur son affaiblissement relatif parmi les masses populaires en raison de son attitude équivoque au moment de l'intervention de la coalition impérialiste au Moyen-Orient contre l'Irak et les peuples de cette région du monde, Chadli, le gouvernement Hamrouche espéraient à l'aide d'une loi électorale et d'un découpage des circonscriptions totalement anti-démocratiques, lui barrer la route du pouvoir et y maintenir ce qui reste du FLN en pleine crise. Tous les partis et organisations ont protesté contre cette loi et ce découpage, mais ont, y compris le FIS, ont désigné leurs candidats à ces élections.

Finalement la direction du FIS en difficulté, après avoir hésité, a appelé à la grève générale à partir du 25 mai sur les mots d'ordres suivants : "Abrogation de la loi électorale , un autre découpage électoral , élection présidentielle anticipée". Il fallait être politiquement débile pour ne pas voir que ces mots d'ordre n'étaient que le paravent d'un combat que le FIS engageait pour imposer la "République Islamique". Malgré tous les efforts du SIT la classe ouvrière ne s'y est pas laissée prendre. Dès les premiers jours il était évident que l'appel à la "grève générale," était un fiasco.

LES VERITABLES OBJECTIFS DU FIS: "A BAS LA DEMOCRATIE"

A défaut de pouvoir réaliser la grève générale le FIS a compté sur les manifestations et les occupations de places publiques d'Alger et les a impulsées. La grande masse de la jeunesse algérienne est au chômage, socialement déracinée. En l'absence d'un puissant mouvement ouvrier qui lui ouvre une perspective, elle est forcément politiquement instable et manipulable. Le FIS contrôlant les mairies et les milliers de mosquées avait les moyens d'utiliser une partie de la jeunesse ainsi qu'une infanterie servant sa politique et ses mots d'ordre. La fumée des mots d'ordre "démocratiques" s'est vite dissipée et le véritable objectif du FIS est nettement apparu : ravir au

FLN en décomposition le pouvoir, instaurer une République Islamique. C'est à dire en finir avec les quelques libertés démocratiques arrachées ces dernières années. Le FIS a réussi à rassembler, le dimanche 26 mai, environ 20 000 manifestants, une centaine de mille le lundi 27 qui ont défilé dans le centre d'Alger. Les mots d'ordre cette fois étaient sans équivoque : "A bas la démocratie !" "Un Etat islamique sans vote" "Ni charte, ni constitution, parole de Dieu, parole du prophète". Une dépêche de l'AFP spécifiait :

« Les manifestants parmi lesquels on reconnaissait des vétérans d'Afghanistan à leur costume et à leur coiffure scandaient : "Nous voulons des comptes et non des élections !" "La grève politique est le commencement de l'Etat islamique". "L'armée et le peuple sont avec l'Islam. »

Pendant toute une semaine ces manifestations se sont poursuivies et les islamistes ont occupé la place du 1er mai à Alger sans que la police ne les en chasse.

AU NOM DE LA "DEMOCRATIE", LE PT SE RANGE DERRIERE LE FIS

Or les 30 et 31 mai le "Parti des Travailleurs" tenait son IIème congrès. En conclusion de ses travaux il a publié une "adresse au peuple algérien, aux partis et organisations qui se réclament des intérêts populaires" (donc à tous les partis car tous les partis se réclament bien sûr des intérêts populaires"). Elle se terminait ainsi :

« L'heure est grave.

Le Parti des Travailleurs propose à tous les partis et organisations qui se réclament des intérêts du peuple à organiser ensemble des comités de préparation de la grève générale victorieuse, pour en finir avec le régime, pour organiser des élections démocratiques. Le PT s'adresse à tous les partis sans exclusive (souligné par nous).

Pour empêcher la catastrophe !

Grève générale de tout le peuple algérien !

Démission de Chadli-Hamrouche !

Elections libres avec égalité des chances !

IIème congrès du Parti des Travailleurs

Vendredi 31 mai 1991 ».

Dans cette adresse aucune référence : aux événements en cours ; à l'appel du FIS à la grève générale (avec quel succès, c'est autre chose) ; aux manifestations qu'il organise sur les mots d'ordre : "A bas la démocratie". "Un Etat Islamique sans vote". "Ni charte, ni Constitution, parole de Dieu, parole du prophète".

Pas un mot sur le fait que le FIS a engagé le combat pour instaurer la République Islamique.

Dans ces circonstances précises, à ce moment donné, compte-tenu, de plus, des rapports de forces entre le FIS et le "PT" d'Algérie, se prononcer pour "la grève générale", la "démission de Chadli-Hamrouche, c'était s'aligner derrière le FIS. Ajouter "elections libres avec égalité des chances" était dérisoire et n'était qu'une tentative d'auto-justification.

Dès le mercredi 29 mai Abassi Madani et Ali Belhadji président et vice-président du FIS

rencontraient, sur leur demande, le premier ministre Mouloud Hamrouche. Aucun accord n'était conclu. Dans la soirée un appel émanant soi-disant du "Majlis ech choura", organisme dirigeant du FIS, annulait l'appel à la "grève générale". Mais le jeudi 30 mai, Madani et Belhadji déclaraient que la "grève générale" était maintenue. (Le vendredi est jour de repos hebdomadaire en Algérie). C'était à cet appel que répondait en fait l'adresse du "PT" datée du vendredi 31 mai.

REPRESSION

Pendant ce temps manifestations et occupations de certaines places d'Alger se sont poursuivies. Le dimanche 2 juin les brigades anti-émeutes ont commencé à intervenir dans le centre d'Alger contre les manifestations islamiques. Le mardi 4 juin le gouvernement a lancé sa police pour faire évacuer par la force les places publiques. Dans la journée et la soirée de violents incidents ont opposé les islamistes et leurs partisans à la police, aux gendarmes, aux compagnies de Sécurité : des morts, des blessés par dizaines sinon par centaines parmi les islamistes et les jeunes qui avaient répondu à leur appel.

Dans la nuit du 4 au 5 juin Chadli proclamait l'état de siège, "suspendait le processus électoral" et reportait les élections à une date ultérieure. L'armée chargée du maintien de l'ordre investissait Alger et ses environs. Hamrouche démissionné, Ghazali était chargé de former le nouveau gouvernement. Tandis que l'armée réprimait les violations du couvre feu, le 7 juin Ghazali affirmait que des élections législatives et présidentielles auraient lieu avant la fin de l'année. La presse interprétait cette déclaration comme étant une importante victoire des islamistes. Le FIS en profitait pour annuler son mot d'ordre de "grève générale", grève générale qui n'avait jamais été effective, Mais la répression se poursuivait sous la forme d'arrestations de manifestants des jours précédents. Elle s'intensifiait dans les jours et les semaines suivantes ; licenciements d'ouvriers, de travailleurs relativement peu nombreux qui avaient répondu aux mots d'ordre du FIS mais qui se comptaient tout de même à quelques milliers ; arrestations de militants et de cadres du FIS, de manifestants ayant été identifiés.

Les islamistes ont accroché aux frontispices des mairies qu'ils contrôlent leur devise : "Commune Islamique. Par Dieu et pour Dieu". Le 24 juin la caste des officiers, détenteurs du pouvoir réel depuis la proclamation de l'état de siège, montait une provocation : elle envoyait des contingents armés décrocher la devise islamique et raccrocher la devise officielle : "Par le peuple et pour le peuple". Vers deux heures du matin les muezzins appelaient par haut-parleurs les jeunes à s'y opposer. Pendant plusieurs nuits à nouveau l'armée tirait sur des milliers de jeunes qui avaient répondu à ce nouvel appel des islamistes. et s'étaient formés en groupes mobiles. Des morts, des blessés, par dizaines par centaines.

La répression, les milliers d'arrestations, celles, le 30 juin, de Madani et Belhadji, après que la gendarmerie ait investi le siège du FIS, ont cassé les reins au mouvement et l'ont politiquement déboussolé. A la grande prière du vendredi 5 juillet les dirigeants encore libres du FIS ont appelé au retour au calme, tout en réclamant la levée de l'état de siège, la libération des emprisonnés, la réintégration des licenciés. Face à l'armée, le FIS subissait, dans sa lutte pour instaurer la République Islamique, une véritable défaite. Pourquoi ? Parce que la population laborieuse, qui rejette le FLN, n'a pourtant vraiment nulle envie que les islamistes se prennent le pouvoir. Finalement la tentative du FIS a bien servi Chadli en lui permettant de décréter l'état de siège et de transférer le pouvoir réel à la clique des officiers.

Les positions que le "PT" d'Algérie a prises, semblent, à priori, effarantes. D'autant plus qu'il est membre de "IVe Internationale-CIR". Il est même un de ses fleurons et est piloté par Pierre Lambert soi-même. Mais c'est seulement à priori.

PARTI DES TRAVAILLEURS ET PARTI OUVRIER

Les 28 et 29 juin 1990 l'"Organisation Socialiste des Travailleurs" organisation membre de "IVe Internationale-CIR", s'est proclamée "Parti des Travailleurs". Malheureusement il ne suffit pas de substituer au mot Organisation celui de Parti pour en devenir un. Au cours de cette opération de prestidigitation la caractérisation "Socialiste" disparaissait. Ce n'était qu'un point de départ. Pourquoi s'appeler "Parti des Travailleurs" ?

a) Au contraire des classes ouvrières de l'ensemble des pays d'Europe, en Algérie la classe ouvrière n'a jamais eu de parti propre, Or si des tâches démocratiques restent à accomplir, elles ne peuvent l'être que si la classe ouvrière, s'appuyant sur les autres couches sociales opprimées et exploitées, prend le pouvoir, s'érige en classe dominante, (dictature du prolétariat) et par-là même engage la réalisation des tâches propres au prolétariat, c'est à dire avance sur la voie menant au socialisme. Il faut donc au prolétariat, à la paysannerie, à la jeunesse d'Algérie, un parti ouvrier armé du programme et de la stratégie de la révolution prolétarienne. Combattre pour la constitution d'un parti ouvrier en Algérie doit être un des objectifs prioritaires d'une organisation algérienne se réclamant de la IVe Internationale et de son programme.

L'appellation Parti des Travailleurs ne répond pas exactement à ce dont a besoin le prolétariat algérien et avec lui l'ensemble des couches et classes exploitées de ce pays. Les ouvriers, les paysans, les artisans, nombre de petits bourgeois, sont des "travailleurs". Lorsqu'une grande précision n'est pas nécessaire, ou qu'il est impossible de faire autrement, utiliser le mot travailleur à la place d'ouvrier est tolérable. Mais lorsqu'il s'agit de la dénomination d'un parti la plus grande précision est requise. Trotsky a stigmatisé: "l'idée réactionnaire de partis ouvriers et paysans bipartites". La classe ouvrière algérienne a besoin, pour devenir d'une classe en soi une classe pour soi, d'un parti, de son parti de classe : le parti ouvrier. Il n'y a pas identité entre ses intérêts et ceux des autres couches ou classes sociales même exploitées, même composées de "travailleurs". Trotsky écrivait à propos des pays coloniaux ou semi-coloniaux :

« Le marxisme a toujours enseigné, et le bolchevisme a confirmé cet enseignement, que le prolétariat et la paysannerie sont des classes différentes, qu'il est faux d'identifier leurs intérêts, de quelque façon que ce soit dans la société capitaliste, qu'un paysan ne peut adhérer au Parti Communiste que dans la mesure où il passe du point de vue du propriétaire à celui du prolétariat. L'alliance des ouvriers et des paysans sous la dictature du prolétariat ne contredit pas cette thèse, mais la confirme par d'autres voies et dans une situation différente. S'il n'y avait pas des classes diverses, ayant des intérêts divers, il ne serait pas question d'alliance. »

Trotsky expliquait que l'idée d'un parti ouvrier et paysan ressortait du populisme et non du bolchevisme. (*L'IC après Lénine* - page 348).

Si la classe ouvrière algérienne ne constituait pas son parti, le parti ouvrier, elle resterait politiquement subordonnée à la bourgeoisie, à ses partis, à ses organisations, à ses représentations bureaucratiques. Or l'appellation Parti des Travailleurs est source de confusion, car elle n'a pas la netteté dans la définition du caractère du Parti qu'a celle de Parti Ouvrier (1).

b) Un véritable Parti ne se décrète pas à volonté, d'autant plus qu'il s'agit d'un Parti Ouvrier.

Procéder ainsi c'est affirmer que la tâche à réaliser le serait déjà. D'une certaine façon c'est dresser un obstacle supplémentaire à la constitution d'un authentique Parti Ouvrier. Le "PT" n'est pas un vrai Parti. Il n'en a ni les racines, ni les liens, ni la force militante, ni la capacité d'action. En tentant de jouer le rôle d'un véritable Parti il se comporte comme la grenouille qui se prenait pour un bœuf et se condamne à se comporter en mouche du coche.

LA « DEMOCRATIE » EN MAJUSCULES ET EN LETTRES D'OR

Le prétendu "Parti des Travailleurs" a défini, dès son congrès constitutif, une orientation confusionniste qui ne le cède en rien à celui de sa dénomination. Elle lui est complémentaire et va dans le sens du "populisme". Selon le "PT" la "Démocratie" aurait toutes les vertus :

«La seule issue c'est la DEMOCRATIE qui veut dire : l'existence réelle de partis politiques soumettant leurs programmes devant le peuple qui choisira en toute liberté, car il reconnaîtra alors ses amis de ses ennemis. La DEMOCRATIE, c'est l'existence de syndicats indépendants contrôlés par les seuls travailleurs, la DEMOCRATIE ce sont toutes les libertés sans restrictions. C'est le droit de grève sans conditions, c'est l'élection libre d'une Assemblée Constituante et Souveraine, c'est le gouvernement de la majorité. C'est cela notre combat» ("Rapport introductif (extraits)" publié dans "Tribune Ouvrière organe du Parti des Travailleurs" numéro spécial congrès Août 1990").

Aujourd'hui, en Algérie, un Parti Ouvrier devrait combattre pour toutes les libertés démocratiques : droits d'organisation, de presse, de manifestation, etc ... parce que ces libertés sont indispensables au prolétariat pour s'organiser et combattre pour ses propres objectifs, elles sont également indispensables aux autres couches sociales opprimées et exploitées pour qu'elles aussi s'organisent et combattent.

Mais il est faux et mensonger de laisser entendre que la "Démocratie" permettrait à la classe ouvrière et aux autres couches opprimées et exploitées de résoudre leurs problèmes.

Ce même numéro de "Tribune Ouvrière" publie une sorte de déclaration qui est encore plus engagée sur la ligne de la "Démocratie". Elle s'intitule: "Une seule voie la Constituante Souveraine" et affirme :

"La Souveraineté populaire c'est l'élection à une Assemblée Constituante souveraine qui rédigera une nouvelle constitution souveraine qui garantira :

L'égalité des droits entre les hommes et les femmes.

La reconnaissance de la langue Tamazight comme langue nationale.

Les droits et les libertés démocratiques.

Les libertés individuelles et collectives.

La liberté de conscience, etc...

- Une assemblée constituante qui aura tous les pouvoirs, désignera un gouvernement responsable devant elle.

Alors, et alors seulement, il y aura souveraineté du peuple. Toute autre solution ne peut qu'aller dans le sens d'un colmatage d'un régime dont notre peuple ne veut plus.

C'est ce combat que le Parti des Travailleurs vous propose à tous et à toutes. C'est pour cela qu'il appelle à la constitution, dans les villages, quartiers, usines, universités, domaines agricoles, communes, etc, des comités populaires pour la convocation d'une Assemblée Constituante Souveraine. »

DU MOT D'ORDRE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE SOUVERAINE

Dans la lutte pour les libertés démocratiques lancer en Algérie le mot d'ordre "pour une Assemblée Nationale Souveraine" est indispensable. Mais pourquoi ? En raison de l'arriération politique d'un pays qui n'a jamais connu d'autre régime politique que celui dicté par l'impérialisme français au temps de la colonisation et, après l'indépendance politique, que celui totalitaire du FLN. Les masses en même temps qu'elles aspirent aux libertés démocratiques élémentaires, aspirent à avoir une représentation nationale souveraine qu'en l'état de leur expérience politique elles n'imaginent que sous la forme d'une Assemblée Nationale élue au suffrage universel.

Parce que cela correspond à l'expérience politique actuelle des masses, parce que ce serait un bond politique en avant, il faut combattre pour une Assemblée Nationale Souveraine. Mais il faut en même temps se garder de répandre et de développer des illusions qui deviendraient des pièges. Au contraire il faut, autant que possible, dissiper les illusions.

Que faudrait-il pour que cette Assemblée soit réellement Souveraine? D'abord et avant tout: que soit détruit le pouvoir totalitaire et tous les organes étatiques de ce pouvoir: police, forces répressives de toutes sortes, justice, administration, etc... à tous les niveaux ; que cet appareil d'Etat soit remplacé par un autre issu du mouvement des masses et des organismes qui surgiront de ce mouvement.

Une Assemblée Nationale Souveraine, surtout compte tenu des rapports politiques existants actuellement en Algérie, ne satisferait pas les revendications économiques, sociales et politiques des masses. Au mieux ce serait un lieu d'affrontement entre les intérêts des différentes classes et couches sociales. Il faut mettre en garde les masses: un régime démocratique parlementaire bourgeois n'est pas viable en Algérie. Une Assemblée Nationale Souveraine ne serait qu'une transition : soit vers le retour à une dictature totalitaire (par exemple une République Islamique) ou vers la dictature du prolétariat. Le cas peu probable où à cette Assemblée siègerait une majorité ouvrière et paysanne favoriserait la constitution d'un Gouvernement Ouvrier et Paysan, pont vers la dictature du prolétariat. Pour que se dégage une telle majorité encore faudrait-il qu'il existe un puissant Parti Ouvrier.

CONSTITUANTE ?

Et pourquoi déclarer : *"La souveraineté populaire c'est l'élection à une Assemblée Constituante Souveraine, qui rédigera une nouvelle constitution... etc"*. Les termes "Souveraineté populaire" sèment la plus grande confusion en ce qui concerne la question du pouvoir. Affirmer que cette Assemblée "rédigera une constitution" c'est s'engager sur un terrain miné car c'est signifier que les masses pourraient voir leurs revendications satisfaites à partir d'une constitution issue d'une l'Assemblée Constituante Souveraine, constitution devenant la loi pour tous (c'est pourquoi mieux vaut se limiter à Assemblée Nationale Souveraine). La valeur du mot d'ordre d'Assemblée Nationale

Souveraine vient de ce qu'il peut être un moyen d'agitation pour mettre en mouvement les masses. Il n'y a aucune raison de se lier par avance les mains en exigeant que cette Assemblée soit constituante.

On trouve dans l'éditorial de ce numéro spécial de "Tribune Ouvrière" l'idée suivante que les révisionnistes lambertistes partagent avec les plus plats "réformistes" : *" Seul un parti ayant pour base sociale la majorité, c'est à dire les opprimés pourra porter jusqu'au bout ce drapeau qui est celui de la véritable justice sociale".*

D'abord qu'est-ce donc que "la justice sociale" ? Ensuite ce n'est pas parce qu'ils sont "la majorité" que les "opprimés" peuvent vaincre et instaurer un régime économique, social et politique répondant à leurs besoins et aspirations, sans quoi ce serait fait depuis des millénaires : depuis que la société est divisée en classes les "opprimés" et les exploités sont la majorité. Sont décisifs : la place que la classe ouvrière occupe dans la production, son caractère de classe internationale qui postule à prendre le pouvoir à cette échelle pour établir un mode de production dépassant les acquis du mode de production capitaliste. Voilà ce qui lui permet de rassembler les autres classes et couches sociales exploitées et opprimées. Le fait que la classe ouvrière, plus ces couches et classes sociales représentent la majorité est seulement un plus très important.

En bref ce n'est pas de la DEMOCRATIE" (le mot fut-il écrit en majuscules et en lettres d'or) que les exploités et opprimés doivent attendre leur libération, mais de l'établissement d'un rapport de force politique qui permet à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, de constituer l'Etat ouvrier sur la base de la démocratie ouvrière, de mettre sur pied de nouveaux rapports de production, de s'engager sur la voie menant au socialisme - la DEMOCRATIE écrite en majuscules et en lettres d'or dût-elle être mise à mal.

LA PENTE FATALE

Placé sur la pente de la "DEMOCRATIE" le PT est allé de glissement en glissement. Une "déclaration du Parti des Travailleurs" en date du 12 mars dont "IO" n° 1512 produit des extraits s'adresse "à tous les partis, associations, syndicats". On y lit :

« Le PT informe que le 4 février 1991, dans un document remis à notre parti, M. Ahmed Ben Bella proposait la constitution d'un gouvernement de crise. Nous avons alors déclaré que le PT était prêt à soutenir un tel gouvernement qui romprait avec les gouvernements impérialistes de France, de Grande Bretagne, des USA et les gouvernements arabes traîtres qui sous la direction de Bush, ont participé au génocide du peuple frère d'Irak. »

Venant de la part d'un parti se réclamant de "IVe Internationale-CIR" c'est assez ahurissant. D'abord le langage : "les gouvernements arabes traîtres". Traîtres à quoi, et à qui ? A la nation arabe ? Cette mystification inventée par les couches féodales bourgeoises des pays arabes pour mieux se soumettre les couches exploitées et opprimées de ces pays. Les gouvernements de Kadhafi, du roi de Jordanie qui ont soutenu l'Irak à leur manière entrent-ils dans la catégorie des gouvernements loyaux à la cause arabe ? Et que signifie l'utilisation de l'expression "peuple frère d'Irak" ? Le soutien inconditionnel contre l'agression impérialiste de l'Irak et des peuples du Moyen Orient n'implique pas d'utiliser la phraséologie des nationalistes, ou prétendus tels, bourgeois et petits bourgeois arabes. L'utiliser c'est sous-entendre une certaine classification entre les peuples : les peuples frères et ceux qui ne le sont pas. On est loin de l'internationalisme prolétarien qui ne connaît

pas de peuples frères, cousins, etc, et d'autres qui ne seraient pas de la famille, mais s'exprime dans la formule "prolétaires de tous les pays unissez-vous".

Pourtant là n'est pas encore l'essentiel. Comment peut-il être pensable qu'un Parti se réclamant de "IVe Internationale CIR" s'engage à soutenir un gouvernement pour la seule raison qu'il aurait rompu les relations diplomatiques avec les gouvernements de la coalition impérialiste pendant leur intervention armée contre l'Irak et les peuples du Moyen-Orient ? Fallait-il que les masses irakiennes soutiennent le gouvernement de Saddam Hussein ? Combattant contre l'attaque impérialiste dans les rangs de l'armée irakienne telle qu'elle était, inconditionnellement, il leur appartenait de saisir toute occasion pour chasser du pouvoir le gouvernement Hussein pour porter au pouvoir, si possible, un gouvernement ouvrier et paysan. Référons nous à Trotsky : "En participant à la lutte militaire sous les ordres de (Saddam Hussein) – parce que malheureusement c'est lui qui a le pouvoir dans la guerre pour l'indépendance - préparer politiquement le renversement de (Saddam Hussein)" (Œuvre tome 15 page 70). Et pourtant, en l'occurrence, les "relations diplomatiques" étaient rompues entre la coalition impérialiste et Saddam Hussein.

La déclaration du PT poursuit :

« Aujourd'hui alors que le pays s'enfonce dans une crise profonde, organisée par le gouvernement Chadli qui conduit le pays à la catastrophe et affame les masses populaires, nous renouvelons à tous les partis, associations, syndicats (souligné par nous) la proposition de constituer immédiatement un gouvernement de crise afin de sortir le pays de l'impasse totale dans laquelle l'a plongé le régime Chadli et organiser des élections libres. »

AVEUGLE ET SOURD

Ainsi le PT propose à tous les partis jusqu'aux partis les plus réactionnaires FIS et autres, aux Partis comme celui de Ben Bella qui est aussi un islamiste réactionnaire, aux partis bourgeois pro impérialistes comme le FFS de Aït Ahmed, de constituer un "gouvernement de crise" : c'est pire que la collaboration de classe ordinaire et tout cela au nom de la DEMOCRATIE ("organiser des élections libres"). Agissant de cette façon il cautionne ces partis comme "partis démocratiques" et efface les frontières de classes.

De plus l'opération est dérisoire. Elle rappelle le PCI des années 45-50 proposant du haut de ses quelques centaines de militants "le Front Unique" au PS et au PCF qui en comptaient des centaines de milliers. A ceci près : si les propositions faites au PCF et au PS de réaliser avec le PCI "le Front Unique" étaient politiquement ridicules, elles ne violaient pas les principes : pour aussi dégénérés qu'ils étaient déjà le PS et le PCF restaient des partis ouvriers. En Algérie la quasi totalité des partis et des organisations existantes (officiellement 481) ne sont, ni de près ni de loin des organisations et partis ouvriers. Pour la plupart, ce ne sont pas même des organisations et partis démocratiques (à l'exception peut-être (il faudrait en discuter) du FFS le parti d'Ail Ahmed).

La voie était ouverte à l'alignement du "PT" d'Algérie, au cours des événements de la fin mai début juillet, derrière le FIS. Dans son adresse "au peuple algérien, aux partis et organisations qui se réclament des intérêts populaires", le PT délivre un brevet de "DEMOCRATIE" au FIS :

« Aujourd'hui le Front Islamique de salut organise la grève générale contre la loi électorale, pour l'abrogation de la constitution, et pour des élections présidentielles anticipées. » (sic)

Dans l'interview que "IO" n° 1524, daté du 12 juin publie Louisa Hanoune s'exclame :

« Pendant ce temps, dans les rues, il y avait de plus en plus de monde. Beaucoup de jeunes. Nous ne pouvions bien entendu pas les laisser seuls. Impossible, impensable pour nous. »

Elle fait une description pathétique du courage de ces jeunes. Assurément il est tragique de voir des jeunes affronter la police, les forces répressives, l'armée et tomber sous leurs balles. C'est d'autant plus tragique qu'ils combattaient sur des mots d'ordre radicalement contraires aux intérêts de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse. Louisa Hanoune n'a ni entendu, ni vu ce qu'elle ne voulait ni voir, ni entendre : les mots d'ordres du FIS repris (hélas) par ces jeunes : "A bas la Démocratie". "Un Etat Islamique sans vote". "Ni Charte, ni Constitution, parole de Dieu, parole du prophète."

Elle n'a ni entendu, ni vu, ni compris que quelque soit ce que pouvaient dire ou faire tel et tel groupe de jeunes, le FIS était le maître d'œuvre politique, la force politiquement dirigeante de tout ce mouvement et que son objectif était: établir la République Islamique. Elle était fascinée par les mots d'ordre lancé au point de départ par le FIS, alors qu'ils n'étaient qu'une couverture du véritable objectif : établir la République Islamique. Et puis le FIS n'avait-il pas appelé à "la grève Générale" mots magiques qui couvrent et résolvent tout (selon le PT). Il est triste de constater qu'elle cite, avec un certain orgueil, ces paroles de Madani :

« Dans cette conjoncture difficile, le peuple algérien a trouvé un seul parti, dirigé par une femme, le PT avec Louisa Hanoune. »

"Le Jeune Indépendant" n° 34 (4-10 juin 1991) a publié un interview de Madani. Une des questions qui lui est posée est formulée ainsi :

« Le Parti des Travailleurs envisage l'idée du ralliement d'autres formations politiques de l'opposition à la grève du FIS. Qu'en pensez-vous ? »

Madani répond :

« Nous saluons le courage de ce parti qui au moins est resté fidèle à ses principes. Ceux qui ont du respect pour leurs principes méritent le respect, contrairement à d'autres, qui prônent des slogans et qui agissent à l'encontre des principes. »

Parlant ainsi, Raminagrobis-Madani devait penser que, vainqueur, fidèle à ses "principes", la République Islamique instaurée, il appliquerait la loi islamique, la charria, et que celle-ci serait valable pour tous: y compris pour le "PT" - et Louisa Hanoune.

Faute de Parti Ouvrier, la classe ouvrière, la population laborieuse ont été rejetées en dehors de la scène politique. Leurs intérêts n'étaient ni d'un côté, ni de l'autre. Le FIS comme l'ALN, Chadli, le FLN déliquescents se sont affrontés pour le pouvoir animés des mêmes intentions vis à vis du prolétariat et des masses exploitées : les écraser. Le choix entre le FIS et Chadli était impossible. N'ayant pas les moyens de faire intervenir la classe ouvrière (sur son propre plan, avec ses propres moyens, contre le FIS et le FLN), une organisation combattant pour la construction d'un authentique Parti Ouvrier devait dénoncer et le FIS et l'ALN, Chadli et le FLN. C'était le seul moyen de faire progresser la compréhension de la nécessité de construire ce Parti Ouvrier. Parce que le "PT" se prend pour le parti qu'il n'est pas, parce qu'il est noyé dans le confusionnisme, qu'il se dit le parti de

la "DEMOCRATIE" en majuscules et en lettres d'or, de glissade en glissade, au gré des événements politiques, il s'est mis, les circonstances étant ce qu'elles furent, à la remorque du FIS, lui décernant un brevet de "DEMOCRATIE".

Les militants de "IVe Internationale-CIR" et du PCI ont là un nouvel exemple de où conduit la politique de la direction du PCI qui est, de fait, également celle de "IVe Internationale-CIR". Les grands événements politiques sont des tests pour les organisations. Au moment et au cours de l'intervention armée de la coalition impérialiste contre l'Irak et les peuples du Moyen Orient, "IVe-Internationale CIR", le PCI, sous couverture de "l'appel des 75", se sont, en France, alignés sur l'appareil stalinien. Maintenant les dirigeants du PCI se préparent à "proclamer" eux aussi, un "Parti des Travailleurs" et à y dissoudre le PCI, tandis qu'ils '«reproclameraient», artificiellement la IVe Internationale, cassant ainsi le combat pour sa reconstruction, cela au profit de la nouvelle née "L'entente internationale des travailleurs". Militants de "IV Internationale-CIR", militants du PCI, en tant qu'organisations trotskystes, "IVe Internationale CIR" et le PCI en sont à la dernière limite : la politique que le "FIT" d'Algérie, qui est membre de "IVe Internationale CIR" et est particulièrement suivi par Lambert soi-même a pratiqué et pratique, en est un nouveau témoignage. La "proclamation" du "PT" en France, la "reproclamation" de la IVe Internationale, dans les conditions qui viennent d'être évoquées, seraient leur arrêt de morts en tant qu'organisations trotskystes. Militants vous êtes face à vos responsabilités.

Le 23-8-91

* * *

1) Certains ne manqueront pas d'objecter que la 1ère Internationale se dénommait "Association Internationale des Travailleurs". La constitution de la 1ère Internationale a été décisive... comme premier chaînon international d'un mouvement ouvrier en formation et qui se cherchait. A sa formation la 1ère Internationale était hétérogène : y ont adhéré trade-unionistes, proudhoniens, anarchistes, blanquistes, lassalliens, etc. Des représentants du mouvement bourgeois radical anglais, des coopérateurs bourgeois, des personnalités de sociétés philanthropiques, éducatives, etc jusqu'aux mazziniens hostiles à la constitution d'un mouvement ouvrier de classe, en étaient membres. Les marxistes n'étaient qu'une minorité. Marx devait dans ces conditions consentir des compromis. Il n'y a qu'à lire "l'adresse inaugurale" et "les statuts provisoires" de l'AIT pour le constater. Ainsi lit-on dans "les statuts provisoires" :

«Les soussignés... déclarent que cette Association Internationale et toutes les sociétés et individus y adhérents reconnaîtront comme base de leur comportement les uns envers les autres et envers tous les hommes sans distinction de couleur et de croyance et de nationalité la Vérité, la Justice et la Morale.

Ils considèrent que c'est le devoir de l'homme de revendiquer les droits de l'homme et du citoyen, non seulement pour lui-même, mais pour tout homme qui fait son Devoir. Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs. »

Cela n'a rien à voir avec le marxisme. C'est de l'humanisme petit bourgeois et rien de plus. A

l'évidence le nom de la Ière Internationale est l'expression d'un compromis.

Mais dès le 23 Mai 1863 Lassalle avait fondé "L'Association générale des ouvriers allemands". Wilhelm Liebknecht et Auguste Bebel dès qu'ils furent influencés par Marx et Engels constituèrent le Parti Ouvrier Social Démocrate qui se dota au congrès d'Eisenach, 7 au 9 Août 1869, d'un programme s'inspirant des idées de Marx. Lorsque les deux partis fusionnèrent au congrès de Gotha, 22 au 27 mai 1870, ils adoptèrent pour le nouveau parti la dénomination de Parti Ouvrier Social Démocrate. Allemand. Dès sa constitution, en 1889, la IIe Internationale prit le nom d' "Internationale Ouvrière ". On ne saurait considérer tout cela comme le résultat du hasard ou de la fantaisie.

Contactez nous: maghrebsocialiste